



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 mars 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2022 - 69 ENERGIES - SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT LUMIERE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 mars 2022, s'est réuni le mardi 29 mars 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA-MOZIN, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA

(Prend part aux délibérations N°30 à N°35)

Monsieur Patrick ISNARD

(Prend part aux délibérations N°30 à N°45 et N°51 à N°52)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Madame Jeannette GISQUET
Monsieur Jean-François LAPORTE
Madame Levanna CALATAYUD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°36 à N°81)

ABSENT SANS PROCURATION :

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur le Maire
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Madame Jeannette GISQUET à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Jean-François LAPORTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 22 février 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

DU 29 MARS 2022

ENERGIES
SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT LUMIERE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Activement engagée dans une démarche de transition énergétique, la ville de Grasse souhaite se doter d'un Schéma directeur d'aménagement lumière pour l'ensemble de son parc d'éclairage public. Les objectifs sont de définir une stratégie d'éclairage raisonnée visant la diminution des consommations énergétiques mais aussi la réduction des effets dus à la pollution lumineuse sur l'environnement et sur la santé humaine. Il est donc proposé d'approuver ce document fixant les orientations de la ville de Grasse en matière d'éclairage public pour les prochaines années.

SERVICE GESTIONNAIRE	INCIDENCE BUDGETAIRE	
	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	/	/

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses,

Vu l'article 41 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement qui prévoit que les émissions de lumière artificielle, de nature à présenter des dangers ou à causer un trouble excessif aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne, feront l'objet de mesures de prévention, de suppression ou de limitation,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière éco-responsable en rendant son parc d'éclairage plus respectueux de l'environnement, défini dans la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu le Contrat de Transition Ecologique du Pays de Grasse structuré sur la thématique de la biodiversité et du changement climatique,

Vu la délibération n°2020-107 du 7 juillet 2020 autorisant la signature de la Charte pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes proposée par l'Association Nationale pour la Protection du Ciel et de l'Environnement Nocturnes (ANPCEN),

Vu la signature de cette charte, en date du 19 octobre 2020, listant un ensemble d'engagements visant à améliorer l'éclairage extérieur, le rendre plus durable et diminuer les nuisances lumineuses émises

Vu le label « Ville étoilée - 1 étoile » délivré par l'ANPCEN en mai 2021,

Vu la norme d'application volontaire EN 13201 révisée en 2015 suggérant un ~~niveau d'éclairement~~ adapté aux besoins des utilisateurs et compatible avec une notion de développement durable et les critères qualitatifs afférents,

Considérant que la ville de Grasse œuvre depuis plusieurs années pour un éclairage raisonné avec l'élimination des sources énergivores, l'amélioration de la qualité de flux, la réduction de l'intensité lumineuse la nuit, le contrôle par horloges astronomiques, la détection de présence, et plus récemment l'expérimentation de l'extinction nocturne sur une partie du territoire,

Considérant que la ville de Grasse souhaite poursuivre ses efforts et ambitionne d'aller plus loin en mettant en place un plan de renouvellement de son parc d'éclairage public,

Considérant que la ville de Grasse a missionné le bureau d'études Génilum pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement lumière (SDAL),

Considérant que ce SDAL définit les orientations et les principes d'éclairage et de mise en valeur de la commune et qu'il traduit l'ambition environnementale de la Ville en déterminant pour chaque voie le niveau d'éclairement, l'ambiance lumineuse définie par une température de couleur et une typologie de matériel ainsi qu'une plage de fonctionnement adaptée aux usages et respectueuse de l'environnement,

Considérant que ce SDAL comprend une synthèse des données du parc d'éclairage public actuel, un schéma directeur du mobilier d'éclairage fixant les choix de matériel, un schéma directeur des éclairagements déterminant les objectifs photométriques et un schéma directeur de rénovation ciblant les rénovations nécessaires,

Considérant que l'éclairement moyen doit être adapté en fonction du type de voie et de l'heure. A cet effet, une cartographie a été réalisée présentant pour chaque voie éclairée la valeur à respecter (entre 20 et 7,5 lux),

Considérant que le mobilier d'éclairage a été sélectionné en respectant des exigences de performance à savoir une efficacité lumineuse et un indice de protection définis, un flux lumineux uniquement dirigé vers la surface à éclairer et non vers le ciel et une garantie de 5 ans,

Considérant que ces études préalables ont permis de construire un programme de rénovation visant à diviser par deux les consommations énergétiques, d'allonger la durée de vie des équipements et de réduire les coûts de maintenance, de sécuriser les armoires de commande et de limiter la pollution lumineuse,

Considérant que les travaux envisagés représentent un investissement estimé à 2,8 millions d'euros hors taxes pour un temps de retour sur investissement inférieur à 10 ans et qu'ils seront réalisés entre 2023 et 2026,

Considérant que ces travaux seront inclus dans un marché global de performance énergétique, impliquant un engagement du futur titulaire aux économies d'énergie, et dont le lancement de la procédure est prévu en avril 2022 pour un démarrage effectif début 2023,

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé d'approuver le schéma directeur d'aménagement lumière, tel qu'annexé.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 8 mars 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le schéma directeur d'aménagement lumière relatif au parc d'éclairage public.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **30 MARS 2022**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT COMPTINE
Le Maire,

